

**RAPPORT N° 2023/6-10**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 02 novembre 2023**

**OBJET : PCAET - CONSTRUCTION DE 3 INFRASTRUCTURES DE RECHARGE DE VEHICULES ELECTRIQUES (IRVE) SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – MISE A JOUR DU PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTION**

**A/ Contexte**

Dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial, la CINOR s'est engagée à promouvoir la mobilité électrique durable sur son territoire dans l'axe 1 « Engager la Transition Energétique » et notamment grâce à l'action 1.4 « Promouvoir la mobilité électrique ». L'objectif est d'installer des bornes de recharge pour véhicules électriques sur des sites de son patrimoine, avec une alimentation photovoltaïque, en lien avec les attendus définis notamment dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Réunion, et son Plan de Mobilité (PDM).

En envisageant l'installation de ces infrastructures publiques, la CINOR espère créer une dynamique et convaincre des entreprises, des particuliers, des associations de s'équiper pour favoriser l'émergence de nouveaux services.

La collectivité a ainsi initié en 2019 un projet avec l'assistance à maîtrise d'ouvrage de la SPL Horizon et une équipe de maîtrise d'œuvre composée du groupement ARTELIA/BOST INGENIERIE/MATHIAS GIRAUD ARCHITECTE.

**B/ Sites retenus pour le projet**

Dans une logique de cohérence territoriale, la CINOR souhaite construire 3 infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE), une sur chaque commune.

Le périmètre final du projet est le suivant :

- 1. Parking du bâtiment le KUB, Saint Denis,**
- 2. Parking de l'école de musique intercommunale de Beauséjour, Sainte Marie**
- 3. Parking public gratuit de la médiathèque de Sainte Suzanne.**

Sur chaque site est prévue **l'installation en voirie de 2 bornes doubles 2x7.4 kVA, sur 4 places de parking dédiées aux véhicules électriques grand public.** Ces bornes de recharge seront alimentées par des générateurs photovoltaïques installés en toiture, l'énergie renouvelable produite sera également utilisée dans les bâtiments en autoconsommation.

Le KUB étant déjà équipé d'une centrale photovoltaïque en toiture, le projet prévoit la construction de **2 nouveaux générateurs photovoltaïques en toiture de l'école de musique (37.4 kWc) et de la médiathèque (42.5 kWc).**

Le périmètre a été modifié par rapport au projet initial pour les raisons suivantes :

- Initialement à Saint Denis, une installation en ombrière photovoltaïque était prévue sur le parking public du siège de la CINOR. Or, ce projet a été abandonné car il était incompatible avec la construction future d'un nouveau bâtiment sur ledit parking ;
- Initialement à Sainte Marie, une installation en ombrière photovoltaïque était prévue sur le futur parking du Port. Toutefois, ce parking n'étant pas livré, le projet de bornes de recharge a dû être déplacé. Le parking de Bois Madame a également été étudié, mais le projet a fait l'objet d'un refus de permis de construire.

**C/ Intérêts du projet**

Les intérêts de ce projet sont multiples :

- Inciter le citoyen à utiliser le véhicule électrique, le manque d'infrastructures étant une difficulté majeure à l'échelle de l'île de la Réunion ;
- Permettre une tarification avantageuse pour la recharge, moins chère que la recharge à domicile, tout en permettant à la Collectivité de couvrir ses charges d'exploitation ;
- Favoriser la production d'énergie renouvelable sur le territoire de la CINOR.

#### **D/ Etat d'avancement du projet**

A ce stade, les études de projet (PRO) ont été remises par la maîtrise d'œuvre et en cours de validation. Le dossier de consultation des entreprises (DCE) sera établi avec pour objectif de publier l'avis de consultation avant la fin de l'année 2023.

#### **E / Plan de financement prévisionnel du projet**

Le plan de financement prévisionnel établi à l'issue de la phase PRO est le suivant :

<b>Site</b>	<b>Montant de l'investissement € HT</b>	<b>Part FEDER</b>	<b>Part CINOR</b>
Le KUB	26 000 €	0%	100% soit 26 000 €
Ecole de musique de Beauséjour	95 000 €	60% soit 57 000 €	40% soit 38 000 €
Médiathèque de Sainte Suzanne	98 000 €	60% soit 58 800 €	40% soit 39 200 €
<b>TOTAL</b>	<b>219 000 €</b>	<b>115 800 €</b>	<b>103 200 €</b>

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le projet d'investissement mis à jour pour la construction de 3 infrastructures de recharge de véhicules électriques, associées à une production d'énergie photovoltaïque ;
- Valider le plan de financement mis à jour ;
- Autoriser le Président à solliciter les subventions auprès des organismes compétents, notamment le FEDER, au titre du Programme Opérationnel Européen 2021-2027, sur les fiches actions FA 2.2.2 ou FA 2.2.3.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-10  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 02 novembre 2023**

**OBJET : PCAET - CONSTRUCTION DE 3 INFRASTRUCTURES DE RECHARGE DE VEHICULES ELECTRIQUES (IRVE) SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – MISE A JOUR DU PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTION**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-10 du Président ;

**APRES AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le projet d'investissement mis à jour pour la construction de 3 infrastructures de recharge de véhicules électriques, associées à une production d'énergie photovoltaïque.

**ARTICLE 2**

De valider le plan de financement mis à jour.

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à solliciter les subventions auprès des organismes compétents, notamment le FEDER, au titre du Programme Opérationnel Européen 2021-2027, sur les fiches actions FA 2.2.2 ou FA 2.2.3

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**